

**LA SOCIÉTÉ MALGACHE D'AMÉNAGEMENT DE LA SAKAY  
(SOMASAK)  
BILAN DE QUATRE ANNÉES D'ACTION**

par G. Roy (chargé de recherches à l'ORSTOM). Publication IRSM, Tananarive, 1965.

Ce rapport ronéoté de 122 pages est une étude demandée par le Commissariat au plan. Il a un but précis : rechercher les éléments socio-économiques d'explication au malaise que manifeste la masse paysanne à l'égard de la société d'aménagement. C'est dire en premier lieu qu'il n'y a pas d'étude proprement technique pouvant intéresser le géographe, mais par contre le rapport contient une masse de documents sociologiques de première main d'un intérêt géographique certain.

La première partie du document fait état, en 53 pages, des objectifs de la SOMASAK et examine les résultats après quatre années d'expérimentation. La seconde, plus critique, objet du même rapport, analyse la « situation conflictuelle » et les perspectives de transformation. Cette partie est riche d'excellentes remarques orales recueillies au magnétophone par l'auteur à propos de la place du bœuf dans la société malgache traditionnelle et du contenu sociologique de l'endettement dans la mentalité paysanne.

La nature de l'étude explique peut-être le malaise que l'on éprouve à la lecture de cette seconde partie. Le lecteur a l'impression d'être pris à témoin d'une situation conflictuelle dont l'analyse repose sur l'argumentation d'une seule partie. Est-ce un réquisitoire contre la société soutenu uniquement par la fraction opposante ? Le lecteur aurait aimé connaître l'avis des exploitants ayant réussi et au besoin quelques éléments de défense des encadreurs, réalisateurs de l'opération.

La société a certainement commis quelques erreurs graves qui expliquent en grande partie l'échec final, mais la direction, dès 1964, le reconnaissait volontiers (voir : Où en sont les aménagements de la Sakay ?, M. Petit, Madagascar, Revue de Géographie, n° 6, 1965). Elle a buté essentiellement sur :

- le problème de l'endettement excessif (100 000 F en moyenne);
- le manque d'organisation du marché du porc;
- la vulgarisation de la technique du riz de *tanety*.

Mais à sa décharge, les conditions climatologiques, en 1965, ont été catastrophiques alors que commençait la généralisation de cette culture qui promettait beaucoup. Localement la riziculture de bas-fond s'est développée et n'a pas régressé comme semble le suggérer l'auteur du rapport, d'autre part le riz de *tanety* devait (à rendement égal) largement se substituer au riz de bas-fond. Cette expérience risquée a échoué mais pas exclusivement pour des raisons sociologiques; elle n'est pas un échec en soi et doit être reprise dans un autre cadre.

Le bœuf n'était pas éliminé de l'exploitation, mais simplement repoussé des terres aménagées et la spéculation sur le porc devait certainement se révéler

plus rentable que l'élevage bovin traditionnel. L'échec de l'élevage porcin est à la base de l'échec d'ensemble de l'expérience. A l'origine, le paysan devait tirer de son exploitation l'essentiel de la provende, mais l'insuffisance (pour ne pas dire l'insignifiance) de production de maïs l'a conduit à un élevage intensif basé sur l'achat de la provende préparée par la société voisine, le BDPA. L'augmentation du prix de la provende et la diminution des cours du porc (par le jeu de la contraction du marché) ont suscité naturellement une vive réaction dans le milieu paysan qui a estimé que la société le grugeait !

Le problème de l'endettement a peut-être une acuité plus vive dans l'erreur d'appréciation du niveau possible que dans son principe lui-même. Celui-ci est, on le sait, une réalité courante dans l'ensemble du monde rural malgache.

Ces quelques points amènent le lecteur à nuancer certaines conclusions. L'auteur nous met d'ailleurs en garde contre l'impatience de réalisation et de profit des sociétés d'aménagement (mais c'est la seule justification de leur présence !) et le danger que représente une action menée sans l'assentiment des représentants des communautés villageoises. Cette question de l'appui ou de la réticence du *Fokonolona* met en cause la réalité de sa représentation de la communauté villageoise (voir Ottino qui, localement, l'a parfaitement analysée); jusqu'à quel point est-il l'émanation de la collectivité ou le jouet des intérêts particuliers ?

Le divorce entre l'impatience des uns et la patience des autres est au cœur du problème et de la stratégie du développement; le plus dramatique est que les deux parties ont raison selon les critères adoptés...

Michel PETIT.

